

## INTRODUCTION

L'Union de Brest fournit un exemple particulièrement saillant d'une mémoire « fluctuante ». Tout comme la ville où elle fut promulguée en 1596, l'histoire du rattachement de l'Église orthodoxe de l'ancienne Pologne-Lituanie à Rome fut l'objet de l'emprise de plusieurs États et communautés confessionnelles, qui façonnèrent successivement des lectures exclusives et souvent contradictoires de l'événement lui-même et de ses conséquences. Considéré comme l'apanage des historiographies russe, ukrainienne, polonaise ou biélorussienne, ce processus ancré dans les évolutions du christianisme de l'époque post-tridentine devint un sujet de prédilection pour l'affirmation des identités nationales des Slaves orientaux. À l'opposé de cette approche, l'Union fut parfois réduite à un épisode ponctuel des rapports entre les christianismes d'Orient et d'Occident, devenant un chapitre de l'histoire de l'Église romaine, circonscrit à la diplomatie ecclésiastique et à l'ecclésiologie vue depuis les institutions centrales. Chacun de ces écueils forgea un récit désincarné où les acteurs n'intervenaient que comme représentants des stéréotypes confessionnels, issus de la controverse héritée du XVII<sup>e</sup> siècle. Ce n'est qu'au cours de ces dernières années que l'engouement pour l'histoire religieuse de l'Europe orientale souleva des interrogations nouvelles et entraîna un retour aux archives.

### *Un paradigme en question*

Malgré l'ouverture de ces chantiers récents, plusieurs questions restent encore peu traitées voire à peine effleurées. L'un des principaux aspects renvoie ici à la réception de l'Union par les fidèles de la métropole orthodoxe de Kiev et aux conséquences de cet épisode sur l'apparition de nouveaux modèles de spiritualité, ainsi que sur les pratiques sociales et les représentations culturelles des communautés. S'intéresser à cette problématique revient aussi à comprendre à la fois la nature des résistances et celle des adaptations nées de la constitution progressive d'une Église uniate locale, parallèle au maintien des structures orthodoxes, qui continuaient à relever du patriarcat de Constantinople. Les divisions apparues avec l'Union de Brest furent généralement admises comme la conséquence d'un prosélytisme de

l'Église catholique latine ou, à l'inverse, comme l'effet d'un conservatisme trop prononcé des structures orientales<sup>1</sup>. Pourtant, dès qu'on observe les évolutions dans le détail, l'idée d'une rupture immédiate qui embrassa l'ensemble de la société ruthène de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle est loin d'être évidente<sup>2</sup>. Dans l'intention de nuancer ces visions, les études récentes firent le choix de réexaminer l'histoire des chrétiens orientaux polono-lituanien à travers le prisme de la « confessionnalisation », empruntant un terme forgé à l'origine pour les espaces germaniques et plus généralement à partir des cas de contacts entre le catholicisme latin et les diverses Églises protestantes<sup>3</sup>. Pour l'espace slave orthodoxe le recours plus ou moins direct à cette grille de lecture suscita des réactions diverses<sup>4</sup>. En particulier, le cas du territoire polono-lituanien pose le problème de la coexistence entre l'Église ruthène et le pouvoir catholique latin, qui rend impossible toute transposition directe des modèles proposés pour le Saint-Empire<sup>5</sup>. Les conclusions énoncées par les différents travaux oscillent ainsi entre l'idée d'une « confessionnalisation régionale », d'une confessionnalisation incomplète et tardive ou encore d'une confessionnalisation « spécifique » au modèle byzantin, où l'unité entre la foi du souverain et celle de ses sujets occupait bien plus de place que la concurrence confessionnelle entre les fidèles. Quelles que soient les interprétations choisies, les

<sup>1</sup> La première lecture fut formulée de la manière la plus explicite par les historiens orthodoxes russes du XIX<sup>e</sup> siècle (Bantyš-Kamenskij 1805, Kojalovič 1859-1861). Plus tard, la même thèse fut développée par Platon Žukovič qui s'appuya sur le recours à un vaste corpus documentaire (Žukovič 1901a et 1903-1912). L'analyse historique de la position favorable à l'obédience romaine s'observe dès le XVIII<sup>e</sup> siècle dans les travaux de clercs uniates : Kulczyński 1733, Harasiewicz 1862, Pelesz 1881-1882. Certains accents de cette approche se retrouvent également dans Halecki 1958.

<sup>2</sup> Afin d'éviter toute confusion terminologique, il faut rappeler que le terme « Ruthènes » désignait aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles les communautés slaves de rite grec, installées sur l'ensemble des territoires orientaux polono-lituanien. Elles ne doivent pas être confondues avec les populations désignées comme ruthènes à l'époque contemporaine, qui correspondent à un groupe « ethnique » formé dans la région de Transcarpathie à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

<sup>3</sup> La paternité de ce paradigme renvoie aux travaux de Heinz Schilling et Wolfgang Reinhard, avec notamment la définition présentée dans Schilling 1995. Depuis sa formulation, cette approche produisit une immense historiographie qu'il serait impossible de développer dans le cadre de ce travail. Pour une analyse synthétique de la bibliographie voir Lotz-Heumann 2001.

<sup>4</sup> La réflexion théorique sur la place de la « confessionnalisation » en Europe orientale est présentée dans : Dmitriev 2012 ; Brüning 2008b ; Alekseev 2010. Pour l'application de ce modèle à la métropole de Kiev voir Plokhij 2006, Skoczylas 2008, Gil – Skoczylas 2014 et Wawrzeniuk 2005.

<sup>5</sup> Pour une approche comparée voir Kempa 2007 ; Kempa 2016 ; Kriegseisen 2016.

auteurs s'accordent généralement sur la présentation de l'Union de Brest comme un facteur du renforcement de tels processus dans la métropole de Kiev.

Ces tendances historiographiques aboutissent à deux évolutions distinctes. D'une part, elles ont le mérite de ramener les acteurs et les croyants au cœur de l'analyse. D'autre part, elles réintroduisent une nouvelle forme de fermeture, définie non plus d'après les frontières politiques des États mais par une sorte de redécoupage « culturel » entre le christianisme occidental et une *Slavia orthodoxa* ou une *Slavia unita*, différentes à la fois des modèles grecs et latins. Ce schéma stimulant laisse toutefois de côté les phénomènes d'adaptation réciproque et parfois hésitante des communautés dans un contexte où la pluriconfessionnalité constituait une donnée quotidienne. Notre travail a donc voulu se détacher de l'approche essentialiste proposée par ces lectures, pour tenter d'analyser non pas la « confessionnalisation » des Ruthènes des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, mais les réponses de ces derniers, dans les domaines institutionnel, social et culturel face aux nombreux défis posés à leur communauté par les évolutions religieuses et la concurrence entre les différentes Églises qui se faisaient face sur le territoire polono-lituanien.

### *Un corpus à (re)construire*

L'une des difficultés dans l'étude de l'histoire de l'Église ruthène à l'époque moderne, qui se trouve à l'origine des orientations historiographiques, renvoie à la rareté et à l'extrême dispersion des sources. En dehors des pertes provoquées par les conflits militaires du XX<sup>e</sup> siècle, l'une des raisons d'une telle situation provient des bouleversements institutionnels et des destructions volontaires, survenus après les partages successifs de la République polono-lituanienne et l'abolition de l'Église uniate dans l'Empire russe en 1839<sup>6</sup>. Entre 1853 et 1857, Józef Siemaszko, ancien hiérarque uniate, rallié à l'orthodoxie et devenu métropolite du diocèse lituanien, informait ainsi le Saint-Synode de Saint-Pétersbourg qu'il fit brûler près de 420 ouvrages pris dans les anciennes paroisses uniates de son diocèse<sup>7</sup>. La destruction de cet ensemble composé principalement de livres liturgiques faisait également disparaître un corpus important pour l'histoire locale, car sur les pages de ces volumes étaient souvent inscrites les anciennes

<sup>6</sup> Après cette date, l'Église ruthène unie à Rome ne se maintint que dans l'espace politique autrichien, en Galicie.

<sup>7</sup> *GKCL*, p. 125-126.

fondations des patrons et parfois les événements majeurs de l'histoire de la paroisse.

D'autres documents furent dispersés entre les personnes privées ou les institutions. Les archives métropolitaines conservées à Vilnius et à Radomyśl' furent déplacées dans la capitale de l'Empire russe, à Saint-Pétersbourg<sup>8</sup>. La documentation qui ne faisait pas partie des archives ecclésiastiques centrales fut rassemblée à son tour dans divers endroits, en fonction des intérêts des hiérarques orthodoxes et des campagnes archivistiques menées dans les différentes parties de l'ancienne métropolie de Kiev. Les premiers historiens qui purent travailler sur les collections de sources locales furent souvent les clercs de l'Église orthodoxe, affectés dans les territoires occidentaux de l'empire, où se trouvaient les anciens diocèses uniates<sup>9</sup>. Les transferts et les réorganisations des anciennes archives de l'Église uniате (et dans une certaine mesure de l'Église orthodoxe qui, sur l'espace lituanien, avait gardé son indépendance de l'Église moscovite jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle) entraînèrent des reconfigurations qui rendirent d'autant plus difficile le travail avec cette documentation<sup>10</sup>.

Ces bouleversements furent néanmoins compensés par les campagnes de dépouillement, réalisées à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle par les différentes commissions « archéographiques », instituées à Saint-Pétersbourg, à Kiev et à Vilnius. Chacune de ces institutions était chargée de rechercher et de publier les documents conservés dans les divers registres des anciennes administrations polono-lituanienne, afin de montrer la vivacité de la population orthodoxe locale et, dans le même temps, les mauvaises conditions imposées aux Ruthènes perçus au XIX<sup>e</sup> siècle comme les représentants occidentaux d'un même « peuple russe ». Cette démarche destinée à justifier les conquêtes des anciens territoires polono-lituanien, au nom de l'unité et de l'idée nationale russe, offrit par-delà son regard partial un apport immense à l'histoire de l'Église kéviennne des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles. Malgré la qualité diplomatique parfois discutable de ces éditions, les archivistes engagés dans cette tâche, souvent familiers avec les langues

<sup>8</sup> Elles sont conservées aujourd'hui aux Archives historiques russes d'État (RGIA), dans le fonds n° 823.

<sup>9</sup> Parmi les principaux résultats de ce travail figure l'*Histoire de l'Église russe* composée par le métropolite de Lituanie et futur métropolite de Moscou Makarij (Makarij 1857-1883).

<sup>10</sup> Par exemple, les documents réunis par l'évêque Pavel (Dobrokhoto), ancien recteur du séminaire de Mscislaw, ne furent inventoriés que de manière superficielle et incomplète. Ce fonds disparate, même s'il accorde une large place aux archives relatives à l'ancien diocèse de Pinsk, est conservé aujourd'hui à la filiale de l'Institut d'histoire de l'Académie des Sciences de Russie à Saint-Pétersbourg (ASPbII RAN) dans le fonds n° 52 (Ul'janovs'kyj 1992).

et les normes administratives des régions étudiées, firent émerger des milliers de documents sur les anciennes institutions ecclésiastiques et les rapports sociaux de la période moderne. Même si leur attention se concentrait prioritairement sur les traces de l'orthodoxie dans ces territoires, ils publièrent également de nombreuses sources relatives à l'Église uniante, censées démontrer la détérioration des anciennes institutions ruthènes. Ce corpus très abondant constitue aujourd'hui une base fondamentale pour les archives sur cette période, d'autant plus qu'une partie des originaux fut perdue par la suite.

La majorité de ces sources provient des registres des tribunaux nobiliaires et des nombreux volumes du *Grand Registre lituanien* (*Metryka litewska*) entreposé aujourd'hui à Moscou<sup>11</sup>. Cette dernière source, dont la définition précise a varié avec les époques et les diverses tentatives de classification, rassemble aujourd'hui les copies des divers documents produits par la chancellerie lituanienne (privileges, correspondance diplomatique, décisions de la justice royale, inventaires des domaines royaux etc.). Toutefois, à cet ensemble déjà disparate venait s'ajouter un grand nombre d'actes, issus de la pratique privée, que les nobles, mais aussi les corporations de métiers ou les élites urbaines amenaient à la chancellerie pour les faire enregistrer et les faire confirmer de la sorte par les instances supérieures de la grande-principauté de Lituanie.

Les tribunaux nobiliaires, territoriaux (*ziemskie*) et châtelains (*grodzkie*), jouaient à leur tour un rôle de premier plan dans la conservation documentaire grâce à leurs fonctions notariales. En principe, les affaires civiles devaient être traitées par les tribunaux territoriaux, alors que les tribunaux châtelains étaient chargés des affaires criminelles. Par conséquent, les actes de vente, les testaments et les nominations aux bénéfices devaient être enregistrés auprès des officiers territoriaux. Cependant, la pratique imposa une réalité où la fonction d'enregistrement des actes était largement partagée entre les deux instances. Les tribunaux châtelains, qui siégeaient de manière plus régulière, supplantèrent progressivement les registres territoriaux; leurs fonds sont aujourd'hui l'un des corpus les plus abondants pour les actes notariés de l'époque moderne. Les documents relatifs à une affaire pouvaient ainsi se retrouver à la fois dans le *Grand Registre* de la chancellerie et dans les livres des tribunaux nobiliaires. Dans ce dernier cas un document pouvait faire l'objet de plusieurs copies dans différents endroits, notamment là où se trouvait le donateur, le bénéficiaire du document ou encore dans le tribunal d'un autre district

<sup>11</sup> RGADA, F. 389. Le fonds est également disponible en version microfilmée aux Archives historiques d'État de Lituanie (LVIA, LM).

où habitaient les personnes concernées indirectement par l'acte<sup>12</sup>. Dans les centres urbains dont les pouvoirs étaient organisés d'après le modèle du droit allemand (généralement celui de Magdebourg), les tribunaux municipaux jouaient un rôle similaire auprès de la population soumise à leur juridiction.

Cette documentation constitue l'un des principaux corpus de notre travail, issu à la fois des éditions russes et des dépouillements qui purent être menés dans les registres conservés dans les Archives historiques d'État de Lituanie (*LVIA*). Pour la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, ces fonds comportent toutefois de nombreuses lacunes, en raison des destructions particulièrement dévastatrices survenues lors de la guerre polono-moscovite des années 1654-1667.

L'autre partie importante des archives utilisées dans notre ouvrage provient des fonds romains dont le dépouillement commença dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avant d'être repris par les moines basiliens, installés dans la capitale pontificale<sup>13</sup>. Leur vaste entreprise constitua un véritable basculement avec l'introduction massive de sources nouvelles et originales pour l'histoire de l'Église kiévienne de l'époque moderne. Alors que les nombreux fonds conservés dans l'ancien Empire russe furent délaissés au cours de la période soviétique, en raison de l'abandon des problématiques liées à l'histoire religieuse, les archives romaines devinrent dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le lieu d'un chantier particulièrement actif dans l'étude de ces thématiques. Le travail commencé par le métropolite uniate Andrij Šeptyc'kyj et pour

<sup>12</sup> Une illustration de ces pratiques se retrouve dans une affaire liée à l'église ruthène de la Nativité de la Vierge, située dans le bourg de Merkinė. Le 2 juillet 1590, l'église vraisemblablement en bois fut touchée par la foudre et brûla jusqu'aux fondations. En détruisant le bâtiment, le feu emporta aussi l'ensemble des papiers et des parchemins qui y étaient conservés dont le texte d'une fondation royale, datant de Sigismond I<sup>er</sup>. Le prêtre Aleksy Wasilewicz se déplaça alors à Trakai (capitale du district et de la voïvodie), pour demander de rechercher les privilèges déjà enregistrés au profit de son église. Le 19 juillet, il déposa auprès du tribunal territorial une déclaration qui attestait de la nature des documents perdus lors de cet événement malheureux, et qui, entre temps, devait servir de garantie à défaut de mieux aux droits de propriété relatifs à son bénéfice. Le tribunal lui délivra une copie de la déclaration et l'acte fut par la suite transmis à ses successeurs qui, une trentaine d'années plus tard, furent probablement confrontés à un litige foncier avec l'un de leurs voisins. À l'occasion de la Diète générale de 1621, le nouveau prêtre de Merkinė, Teodor, s'adressa à la chancellerie pour faire confirmer la fondation royale et garantir sa validité. La copie du nouveau privilège, émis au nom de Sigismond III, fut inscrite ensuite dans le *Grand Registre lituanien*, confirmant de fait l'usage des propriétés au détenteur du bénéfice (*LVIA, LM*, n° 93, f. 435r; *LMAB*, F. 264, n° 550, 564).

<sup>13</sup> Pour la thématique qui nous intéresse, il faut citer en particulier les travaux de Paul Pierling et d'Evgenij Šmurlo.

suivi par le protoarchimandrite basilien Atanasij Velykyj aboutit à la publication de plusieurs dizaines de volumes de documents extraits de l'*Archivio Apostolico Vaticano*, de l'*Archivio storico de Propaganda Fide* et de quelques autres archives italiennes<sup>14</sup>. Ce vaste corpus éclaire tout d'abord les rapports entre le clergé uniatskié et la Curie, mais fournit également plusieurs détails sur l'histoire locale de l'Église ruthène, à travers les relations régulières envoyées à Rome par les métropolitains uniatskiés. Ces différentes collections comportent toutefois un défaut important en raison de la sélection parfois trop étroite de la documentation, censée concerner l'histoire de l'« Ukraine et du Bélarus ». Pour les dépêches des nonces, Velykyj fit même le choix de découper les textes pour ne conserver que les passages directement liés à la thématique, ce qui rend difficile l'évaluation de la place qu'ils occupaient dans les documents. Quand cela est possible, il faut préférer se tourner vers les originaux ou vers les éditions plus récentes et plus adaptées à l'analyse historique<sup>15</sup>.

Plus récemment, on observe un retour vers les entreprises de dépouillement des sources locales, menées en lien avec l'histoire de l'administration ecclésiastique et celle des populations et des institutions urbaines<sup>16</sup>. Dans le premier cas, cette tendance renvoie à la publication des visites pastorales de l'Église latine et, plus rarement, de l'Église uniatskié ruthène<sup>17</sup>. L'autre tendance est représentée par les recueils d'actes et de privilèges relatifs aux villes de l'espace polono-lituanien<sup>18</sup>. Une place particulière revient ici aux travaux de Miron Kapral' et de David Frick, respectivement spécialistes des structures sociales de Lviv et de Vilnius<sup>19</sup>. Leurs recherches constituent aujourd'hui le meilleur exemple des tentatives de produire une véritable histoire socio-culturelle des communautés urbaines pluriconfessionnelles de la Pologne-Lituanie des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles. Le récent ouvrage de David Frick, dont le propos s'appuie sur l'interprétation du recueil de sources publié quelques années auparavant, est l'une des rares études à sortir des anciens modèles interprétatifs au profit

<sup>14</sup> Voir la section « Sources imprimées » à la fin de l'ouvrage.

<sup>15</sup> Notamment la série des *Acta Nuntiaturae Poloniae*, coordonnée par l'Institut historique polonais à Rome.

<sup>16</sup> Les années 1990 marquèrent aussi un retour vers l'édition *in extenso* des différents volumes du *Grand Registre lituanien*, conduite dans une collaboration entre historiens russes, lituaniens, polonais, bélarussiens et ukrainiens.

<sup>17</sup> Voir par exemple : *BDV*; *UDV*; Skočyljas 2004; Radwan 2004; Lisejčykaw 2009; Hil' – Skočyljas 2012.

<sup>18</sup> Voir la série *Lietuvos magdeburginių miestų privilegijos ir aktai*, commencée en 1991 par l'Institut d'histoire de Lituanie.

<sup>19</sup> Frick 2008 et *PNH*.

d'une histoire écrite par la pratique des individus observés à différents niveaux des hiérarchies sociales<sup>20</sup>.

Le caractère novateur de ces travaux ne permet pas pour autant d'éclaircir toutes les zones d'ombre des expériences religieuses propres aux populations ruthènes à l'époque de l'Union de Brest. Le problème essentiel provient de la typologie des sources, conservées de manière inégale et offrant une perspective disproportionnée. Notamment, la documentation la plus abondante et la plus riche en informations reste aujourd'hui la littérature de controverse, produite au lendemain de l'Union et préservée grâce à sa large diffusion<sup>21</sup>. Pendant très longtemps, l'histoire des rapports entre uniates et orthodoxes fut écrite à travers le prisme de ces traités, avec bien entendu une place toute particulière accordée aux conflits et à l'affrontement. Malgré la croissance progressive du corpus documentaire disponible, la question du parallélisme entre l'imaginaire formulé par la controverse et les pratiques quotidiennes des fidèles reste ouverte, même s'il est de plus en plus évident qu'il serait largement erroné de vouloir superposer les deux tableaux. En d'autres termes, la recherche se concentra pendant très longtemps sur l'histoire intellectuelle de l'Union, vue à travers les écrits des élites engagées dans les débats, sans s'intéresser véritablement à la réception de la rhétorique des principaux acteurs par les autres parties de la population. Ce n'est que très récemment qu'une histoire « culturelle » de l'Union de Brest commença à émerger de manière encore balbutiante<sup>22</sup>.

### *De la paroisse à la Curie : une histoire multiscalaire des circulations*

Le déséquilibre historiographique évident répond d'une certaine manière aux lacunes archivistiques. Les principales avancées concernent l'histoire des communautés urbaines mais délaissent les autres espaces, ne parvenant pas à produire une vision d'ensemble à l'échelle régionale, capable de faire ressortir les évolutions du territoire ecclésiastique. Vilnius bénéficie ici d'une situation privilégiée grâce à la récente monographie d'Irina Gerasimova sur la période de l'occu-

<sup>20</sup> Frick 2013.

<sup>21</sup> Devant l'abondante littérature consacrée à ce sujet, nous renvoyons le lecteur à la bibliographie présentée dans Stradomski 2003.

<sup>22</sup> En langue française, il est particulièrement utile de consulter le volume n° 220 de la revue *Dix-septième siècle* qui compile les traductions des divers articles des historiens de l'Europe orientale, consacrés à ces thématiques. Une place importante y revient à la contribution de Boris Florja, même si son approche mérite d'être discutée : Florja 2003. Voir également Zielecka-Mikołajczyk 2012 qui s'intéresse aux testaments.



pation moscovite, postérieure à notre étude, et l'ouvrage de Tomasz Kempa qui propose une narration détaillée des conflits confessionnels survenus dans la cité au cours des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles<sup>23</sup>. Malgré les efforts et les initiatives déployées dans ces travaux, qui complètent les recherches menées par David Frick, le choix même du sujet fait de leur terrain d'analyse des sortes d'îlots dont la présentation permet difficilement une perspective croisée, capable de replacer ces études de cas à l'intérieur des circulations de nature diverse qui façonnaient ces zones de frontière.

D'autres enquêtes, moins récentes mais toujours d'actualité, renvoient à l'histoire des institutions ecclésiastiques, avec des monographies consacrées à l'histoire des diocèses, à travers l'évolution de leurs réseaux paroissiaux, des propriétés ecclésiastiques ou des structures intermédiaires du gouvernement diocésain<sup>24</sup>. Cette approche est particulièrement développée dans l'historiographie polonaise, grâce aux recherches menées à l'université catholique de Lublin et dans les institutions qui participent à ses programmes de recherche. Toutefois, là encore, le prisme des structures laisse souvent une place marginale aux autres cadres pourtant essentiels (administratifs, démographiques, socio-culturels etc.).

Face à ces observations, notre travail est né d'une volonté de connecter ces diverses directions mais également les historiographies qui, à leur tour, demeurent relativement éparpillées, par leurs approches et leurs résultats, entre des études parfois trop globales et une érudition minutieuse qui peine à s'inscrire dans les contextes plus vastes de la période considérée. Pour cette raison, notre démarche quelque peu hybride a voulu connecter non seulement les domaines d'investigation, mais également les échelles d'analyse, dans une tentative de présenter un contexte relativement cohérent et d'y inscrire les communautés comme sujets du récit. Bien entendu, l'état de la documentation contraint à opérer avec une série d'exceptions sans jamais offrir un tableau homogène et équilibré. Les informations sur les grands pôles urbains ne peuvent que difficilement être comparées aux bribes de données disponibles pour les espaces ruraux ou même pour les bourgades modestes, qui n'émergent souvent que grâce aux hasards heureux de la conservation. Pour autant, l'objet de notre approche ne se situe pas dans l'accumulation érudite mais dans l'étude fine des rapports, d'une part, entre les espaces de nature diverse et, d'autre part, entre les niveaux de lecture macro- et micro-historiques.

<sup>23</sup> Gerasimova 2015, Kempa 2016. Il est également utile de consulter Rohdewald 2005 consacré à l'histoire de Polack.

<sup>24</sup> Voir *infra* Chapitre 2.

Une telle démarche suppose tout naturellement de sélectionner un terrain privilégié où les glissements et les basculements éventuels, formulés dans la rhétorique des autorités ecclésiastiques ou laïques, peuvent être observés de manière à la fois détaillée et dynamique. Le choix des voïvodies de Vilnius et de Trakai, correspondant à la partie occidentale de la grande-principauté de Lituanie (Lituanie et Bélarus actuels), se justifie par le statut à la fois cohérent et particulier de ce territoire. Celui-ci occupe la partie du diocèse métropolitain située dans une zone frontalière entre les populations de rite grec et latin, où ressortaient les différences entre les fidèles<sup>25</sup>. Seul le district de Braslaw, rattaché au diocèse de Polack, rompait cette unité. Toutefois, cette partie nord-orientale de la voïvodie de Vilnius peut justement servir de témoin précieux pour évaluer le poids des structures de l'administration séculière sur les découpages ecclésiastiques. D'autre part, dans un renversement de perspective, cette marge partagée entre les deux chrétientés acquérait aussi une centralité par sa place de carrefour et de point de rencontre des différentes confessions établies dans la République polono-lituanienne (catholiques latins, uniates, orthodoxes, divers courants issus des réformes protestantes, juifs, karaïtes et musulmans)<sup>26</sup>. Le cas lituanien offre ainsi l'occasion d'examiner avec davantage de profondeur la notion de diversité régionale dans les processus religieux généraux, puisque l'espace de la grand-principauté connut une implantation bien plus massive des structures uniates alors que, dans l'état des connaissances actuelles, la place de l'Union paraît bien plus fragile dans les territoires de la partie polonaise du diocèse métropolitain, en particulier dans la région de Kiev<sup>27</sup>.

Observer les processus en mouvement exige également de rompre avec la césure fixée par la promulgation de l'Union de Brest, qui constitue le cadre classique des principales synthèses sur le sujet<sup>28</sup>. La reconnaissance de l'obédience romaine en 1595/1596 s'inscrit donc comme une étape du récit dont le début se place vers le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, avec l'arrivée de la Réforme en Lituanie et l'éclatement massif du paysage confessionnel. La fin de notre enquête se situe au début des années 1650, quand la guerre avec la Moscovie entraîne une nouvelle redéfinition des représentations religieuses et de nouveaux équilibres dans les rapports entre les communautés. Cette perspective permet de se demander si les événements des années 1590 marquèrent un fléchissement, un aboutissement ou un début, et d'évaluer jusqu'à

<sup>25</sup> Voir Carte 1. La géographie des « marges » confessionnelles de la Pologne est traitée dans Szady 2010.

<sup>26</sup> Pour une synthèse en français voir Jobert 1974.

<sup>27</sup> Voir notamment Obušnyj 2011.

<sup>28</sup> Halecki 1958; Gudziak 2001; Dmitriev 2003.

quel point l'Union de Brest peut être considérée comme une rupture dans l'histoire de l'Église ruthène.

La volonté de suivre ces évolutions sans être prisonnier d'une grille d'analyse déjà préconçue oblige d'avoir recours à un vocabulaire *a priori* inhabituel, mais qui n'est pas l'expression d'un irénisme injustifié. Ainsi, la narration proposée préférera parler de « Ruthènes » et non d'uniates et d'orthodoxes, sauf pour renvoyer à des exemples d'opposition parfaitement clairs ou aux arguments produits par les autorités ecclésiastiques ou laïques qui se plaçaient de fait dans l'une des deux obédiences. La même terminologie est appliquée aux annexes, et en particulier dans les listes des sanctuaires et des acteurs locaux, qu'il est souvent difficile de classer de manière précise.

Pour appréhender ces interrogations multiples, destinées à esquisser le paysage social, institutionnel et religieux de la Lituanie occidentale, notre enquête se déroule en trois moments successifs. Tout d'abord, elle propose de saisir l'empreinte des structures de l'Église ruthène face à celles des autres communautés religieuses, et en particulier du clergé latin, afin d'estimer le poids de l'encadrement des fidèles sur le territoire considéré. Cette cartographie est complétée par l'étude des modes et des moyens d'exercice de l'autorité métropolitaine, depuis les capitales diocésaines jusqu'à l'échelle paroissiale, à un moment souvent décrit comme une crise du gouvernement ecclésiastique. Les différentes solutions institutionnelles mises en place par les hiérarques et la part des résistances aux évolutions proposées permettent de faire ressortir les défis et, plus encore, les enjeux de l'époque, qui purent façonner les préparatifs du ralliement à Rome. L'étude se poursuit par l'examen des liens complexes entre le clergé et la société laïque, saisie par les révolutions religieuses du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Une deuxième partie, consacrée à la période 1596-1609, examine les étapes successives qui marquèrent la formulation des projets unionistes et la place du territoire lituanien dans l'évolution des débats et des premières tensions. Elle s'intéresse ensuite aux processus nés de la division institutionnelle entre les partisans et les détracteurs de l'Union, afin de faire apparaître comment s'exprimait la différenciation entre les deux positions et quelles furent les conséquences d'une rhétorique exclusive sur un héritage, encore récent et partagé par les deux communautés.

L'analyse formule enfin une double grille de lecture, propre au contexte qui émergea à partir des années 1610. Elle fait ressortir tout d'abord les facteurs de l'expression des divisions confessionnelles à l'intérieur de la population ruthène des obédiences romaine et constantinopolitaine. Ensuite, par le biais des sources locales, issues de la pratique judiciaire et des autres communautés religieuses, l'ouvrage propose d'évaluer le parallélisme ou la dissonance entre, d'une part, les modèles d'appartenance énoncés par la controverse et, de

l'autre, les représentations exprimées par les fidèles des deux Églises héritières de la métropole kiévienne. Au-delà des questions transversales de la discipline et des représentations sociales, ces interrogations alimentent la réflexion sur la place de Rome – comme acteur ou comme référence implicite – dans la constitution des communautés slaves orientales de l'époque moderne.

Pour accompagner le lecteur dans cette enquête, le volume présente en annexe un glossaire des termes institutionnels employés dans le texte ainsi que plusieurs tableaux et cartes qui apportent une vision synthétique des structures et des espaces étudiés dans l'ouvrage.